ANKARA, PREMIÈRE VOITURE-BÉLIER CONTRE LA RUSSIE EN SYRIE

Le pot aux roses

Ankara, en voiture-bélier contre Moscou, l'Union européenne sommée de chercher des poux sur la tête de Poutine, l'Alliance et les USA cherchent à sauver Daesh des frappes russes.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

On s'y attendait. L'Otan, les Etats-Unis et une partie de l'Union européenne ne veulent pas d'une débâcle de Daesh. Et surtout pas que la Russie sorte victorieuse de la guerre contre l'EI et tous les barbares qui gravitent autour.

La réponse n'a pas tardé et c'est la Turquie, membre de l'Otan, qui est chargée de retarder l'offensive russe en Syrie. Ankara qui a été en pointe dans la région contre l'Etat séculier, normal, moderne, laïque à Damas, ne veut pas que l'on découvre, dans cette partie du monde, le pot aux roses. Les Turcs, les Américains, les Anglais et les Français ne font, en définitive, que renforcer l'Etat Daesh alors que leur propagande affirme le contraire.

Pour Ankara, les groupes terroristes sont le régime Bachar et les Kurdes, pour les Français c'est l'Etat syrien, pour les Américains, il s'agit de laisser tout le monde s'entre-tuer en donnant un coup de pouce au «Tandhim edaoula» alors que les Britanniques sont dans la roue de Washington. Pourtant, cela risque d'être, rapidement, mis à nu grâce à la Russie, la résistance héroïque du peuple syrien et de Bachar Al Assad, de l'Iran et du Hezbollah libanais qui peuvent — ça commence — écraser les sauvages daechistes et ceux de al-Nosra. Ce qui déplaît à l'Alliance, aux Etats-Unis, à la France et au Royaume-Uni. Pour retarder l'échéance, deux cartes maîtresses sont entre les mains de l'empire du mal.

Photo : DR

Les criminels de Daesh enregistrent défaite après défaite.

L'Ukraine et la Turquie. La première qu'on fera donner aux frontières d'avec la Russie pour obliger Moscou à des dépenses militaires gigantesques et contraindre l'état-major russe à être en permanence en alerte.

Et, aussi, mettre partout, les armées de Poutine en perpétuel mouvement (Asie, Europe, Moyen-Orient) et leur mener une guerre d'usure. La Turquie, atout non négligeable de l'Atlantique nord, se chargeant de paralyser par tous les moyens l'intervention russe en Syrie (interdiction de survol de l'espace aérien turc, provocations régulières, désinformation) et créer la tension permanente avec Moscou.

L'Arabie Saoudite et le Qatar sont là, évidemment, pour régler les problèmes d'intendance et les frais de mission.

D'un mot, Riyad financera toutes les opérations de déstabilisation de la Russie et empêchera le triomphe de Bachar en Syrie. Ankara hausse, déjà, le ton contre Moscou et l'Ukraine se prépare à entrer en conflit avec la Russie.

Sur le terrain, pourtant, les criminels de Daesh enregistrent défaite après défaite, depuis l'entrée en action de l'armée russe. Le pot aux roses est découvert.

Les pays de l'Union européenne sont dans l'expectative. Tous membres de l'Otan, ils savent que dès l'ordre donné par Washington, ils seront sommés de haïr à mort la Russie et de chercher des poux sur la tête de Poutine. Ni l'Alliance, ni les Etats-Unisne tiendront compte de leurs états d'âme. Si états d'âme il y aura.

A. M.

CE MONDE QUI BOUGE

SYRIE

Moscou trouble le jeu et rebat les cartes

Qui sont les groupes «rebelles» ciblés par la Russie et pourquoi Poutine s'est-il invité dans le conflit syrien que Washington et ses alliés considèrent comme leur chasse gardée ? Décryptage.

La Russie est entrée en guerre. Mardi et tôt dans la matinée d'hier mercredi, des avions de combat russes ont bombardé plusieurs cibles liées au groupe djihadiste Etat islamique (EI) dans la région de Deir Ezzor (est), dans les provinces de Damas, Idleb et Lattaquié. Selon le ministère de la Défense russe, une vingtaine de raids ont ciblé «des infrastructures logistiques, des postes de commandement» dont deux sur lesquels des bombes anti-bunkers ont été larguées. «Des camps d'entraînement et des bases» ont également été détruits. Moscou assure également que son aviation a frappé des combattants de l'EI et une usine d'armement dans la région de la Ghouta, à l'est de Damas. Et dans la région d'Idleb (nord-ouest), trois camps djihadistes ont été bombardés dont un dans lequel se trouvaient des combattants étrangers.

Les frappes russes ont visé également les positions de l'Armée de la conquête (Jaish al Fatah) que les Etats-Unis et la France qualifient d'opposition «modérée». Pourquoi cette appellation «Armée de la conquête» et pas «Armée de libération» qui suppose une vision libératrice et démocratique me direz-vous ? Parce qu'«Armée de la conquête» – au risque de me tromper – a une connotation religieuse, de type messianique.

L'Armée de la conquête, puisqu'il faut en dire un mot, est une alliance militaire regroupant cinq formations islamistes djihadistes. Le Front al-Nosra (Djebhat al Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda) et Ahrar al-Sham (le plus grand groupe salafiste avec 20 000 combattants) en sont les fers de lance, suivis par l'autre groupe salafiste Jaish al-Islam (Armée de l'islam, 10 000 hommes) de Zahran Allouch, présent dans l'arrière-pays damascène. A Alep et ailleurs, le Front al-Nosra et Ahrar al-Sham se battaient contre l'ennemi commun Bachar al-Assad, chacun pour soi, sur fond de frictions réciproques, jusqu'au jour où, par l'intermédiaire de Liwa Tawhid, organisation mise en place par la confrérie des Frères musulmans syriens, ces deux formations djihadistes ont décidé de mutualiser leurs forces contre l'armée de Bachar. Liwa Tawhid sert également d'intermédiaire entre Ahrar al-Sham et l'EI d'Al-Baghdadi, et entre Jaish al-Islam et Ahrar al-Sham, pour conclure des alliances conjoncturelles et coopérer contre l'armée syrienne. Et si ces groupes divergent – comme ce fut d'ailleurs le cas en Afghanistan avant la chute de Kaboul en 1992 entre Shah Massoud, Gubuddin Hekmatiar, Djallaledine Haqqani, Mollah Omar – c'est pour une question de prééminence islamiste et rien d'autre car au fond – il suffit de lire leurs programmes – ils sont tous pour l'établissement d'un Etat théocratique. Et dans les territoires syriens qu'ils administrent, la Chariâa est appliquée sans état d'âme.

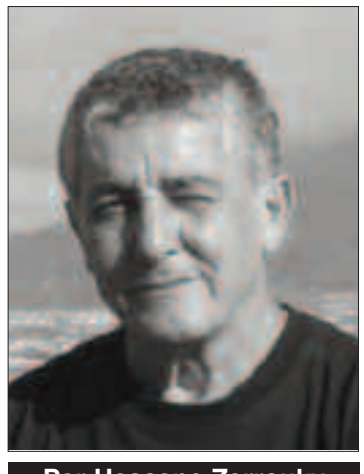
Comme on le voit, la galaxie islamiste syrienne est complexe. Alors imaginons ce qui se passerait si demain Damas tombait entre les mains des groupes islamistes. Peut-on croire un instant qu'ils vont instaurer les libertés démocratiques et le respect des droits humains à commencer par ceux de la femme ? Washington, Paris et leurs alliés s'offusquent de l'intervention russe, car voyez-vous, selon eux, l'intervention militaire à l'étranger relève de leur seule compétence parce que eux (pas la Russie) se considèrent comme des Etats de droit soucieux des libertés et de la démocratie ! On voit ce que cela a donné en Irak d'où tout est parti, puis en Libye, devenu un arsenal à ciel ouvert où les différents groupes djihadistes viennent faire leurs emplettes…

François Hollande craint une partition de la Syrie et l'a dit à Vladimir Poutine lors de la visite de ce dernier à Paris ! La partition de la Syrie, trêve d'hypocrisie, Hollande sait parfaitement qu'elle s'est mise en place à partir du moment où Washington et ses alliés, notamment Paris, ont décidé de soutenir la militarisation de la révolte syrienne au lieu de peser pendant qu'il était temps – et ils en avaient les moyens – pour une solution politique basée sur un compromis acceptable par toutes les parties.

Mais voilà, nous savons aujourd'hui que le conflit syrien aurait pu prendre fin en 2012. L'ex-Président finlandais et lauréat du prix Nobel de la paix en 2008 Martti Ahtisaari, aujourd'hui diplomate de l'ONU, a fait part au journal britannique *The Guardian* d'une proposition russe pour faire partir pacifiquement Bachar al-Assad, afin de mettre fin à une crise qui à cette époque avait coûté la vie à près de 7 500 personnes (7 500, on en est à 200 000 aujourd'hui, ndlr). Le représentant russe, Vitaly Churkin, lui a alors fait part d'un plan en trois étapes : ne pas fournir d'armes à l'opposition syrienne, engager un processus de dialogue entre celle-ci et Assad, et enfin trouver un moyen «élégant» pour le Président syrien de s'écarter du pouvoir. Le 22 février 2012, le diplomate finlandais explique alors avoir exposé ce plan aux représentants occidentaux du Conseil de sécurité de l'ONU, américains, britanniques et français. «Aucune suite n'a été donnée à cette proposition parce que, selon moi, tous ces gens étaient persuadés qu'Assad allait tomber sous quelques semaines, et qu'il n'y avait donc pas besoin de faire quoi que ce soit», a-t-il déploré. En 2012, Washington et Paris pariaient sur un scénario à la libyenne. Le chef de la diplomatie française Laurent Fabius n'affirmait-il pas en 2012 que le régime de Bachar n'en avait que pour quelques semaines ? Pis, ils se sont empressés de reconnaître la coalition de l'opposition syrienne dominée par les islamistes et parrainée par l'Arabie Saoudite et le Qatar comme unique représentant légitime du peuple syrien, en ne se ménageant aucune marge de manœuvre autre que la chute du régime syrien !

Le résultat de l'aveuglement de Washington et de ses alliés, Paris en tête, a permis à Bachar Al-Assad, qui n'en demandait pas tant, de rebondir et de se relégitimer à bon compte en se donnant une posture de rempart face à l'islamisme, amalgamant et réprimant islamistes, démocrates et progressistes.

Quant à la Russie, qui effectue un retour en force dans la région, elle intervient non pour sauver Bachar Al-Assad – ce dernier sera contraint tôt ou tard de jeter son tablier –mais pour empêcher la



Par Hassane Zerrouky

mise en place d'une zone d'exclusion aérienne dans le Nord syrien, ce qui aurait changé la donne, et, partant, imposer un compromis entre tous les protagonistes syriens qui éviterait un chaos à la libyenne susceptible d'entraîner un démembrement des pays de la région comme le souhaite Washington qui préconise de redessiner la carte régionale sur une base ethnico-confessionnelle : des micro-Etats sunnites, chiites, alaouite, kurde, druze, chrétien…

En tout état de cause, le retour au premier plan de la Russie de Vladimir Poutine, qu'on pensait affaiblie en raison de la chute des prix du baril de pétrole engagée par Riyad et ses alliés du Golfe avec l'aval de Washington, est en train de rebattre les cartes au Moyen-Orient. Dans la crise syrienne, Moscou mais aussi Téhéran, exclu jusque-là de toute discussion sur la Syrie, font désormais partie de la solution. Le reste n'est que du blabla…

H. Z.